

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 243/03

ÉFAI – 030535 – AFR 54/073/2003

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ CRAINTES DE TORTURE OU DE MAUVAIS TRAITEMENTS DÉTENTION AU SECRET

SOUDAN

Abdul Majid Mosa Hassan (h), membre de l'ethnie four, enseignant et secrétaire local du Congrès national

27 autres hommes (17 membres de l'ethnie four et 10 membres de l'ethnie zaghawa)

Londres, le 15 août 2003

Abdul Majid Mosa Hassan et 27 autres hommes auraient été arrêtés par des membres des forces armées le 4 ou le 5 août à Kebkabiya, ville de l'État du Darfour septentrional. Tous sont actuellement détenus au secret. Amnesty International craint qu'ils ne soient soumis à la torture ou à d'autres formes de mauvais traitements pendant leur détention.

Selon les informations recueillies, les 28 hommes ont été appréhendés séparément, à leur domicile, dans la rue ou sur le marché de Kebkabiya, avant d'être amenés dans les locaux des forces de sécurité à el Fasher, dans le Darfour septentrional. Le motif de leur arrestation est inconnu.

Abdul Majid Mosa Hassan est un secrétaire local du parti politique au pouvoir, le Congrès national. Parmi les 27 autres hommes figureraient un certain nombre de commerçants et de membres influents des communautés four et zaghawa de Kebkabiya.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

En février 2003, l'Armée de libération du Soudan (ALS), composée de cultivateurs appartenant aux ethnies four et zaghawa, a pris les armes contre le gouvernement qui, selon les membres de ce mouvement, ne protège pas leurs communautés et laisse la région dans un état de marginalisation. Les affrontements entre l'ALS et les forces gouvernementales se sont intensifiés ces dernières semaines, en particulier dans le Darfour septentrional. Le 25 juillet, des centaines de personnes portant l'uniforme des forces gouvernementales ont lancé une offensive contre Shoba, un village proche de Kebkabiya. Au moins 51 villageois ont été tués au cours de l'attaque, et un grand nombre d'habitants de Shoba ont fui vers Kebkabiya.

Les forces de sécurité soudanaises recourent fréquemment à la détention au secret, notamment dans le Darfour, contre des détracteurs présumés du gouvernement et, depuis février 2003, contre des civils soupçonnés de soutenir l'ALS. Selon des habitants de cette région, il arrive de plus en plus souvent que des Four ou des Zaghawa soient appréhendés parce qu'ils appartiennent aux mêmes groupes ethniques que les membres de l'ALS.

Il est impossible de donner une évaluation précise du nombre de personnes actuellement détenues dans le Darfour. En effet, aucun observateur indépendant n'est présent dans cette région isolée, et les forces de sécurité et l'armée ont pour habitude de ne pas révéler l'identité des personnes qui se trouvent entre leurs mains.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en arabe, en anglais ou dans votre propre langue) :

– déclarez-vous extrêmement préoccupé par la sécurité d'Abdul Majid Mosa Hassan et des 27 autres hommes arrêtés le 4 ou le 5 août à Kebkabiya, dans le Darfour septentrional ;

– exhortez les autorités à révéler le lieu où se trouvent ces 28 hommes et cherchez à obtenir l'assurance que les détenus ne seront ni torturés, ni soumis à d'autres formes de mauvais traitements ;

– appelez les autorités à leur permettre immédiatement et sans restriction d'entrer en contact avec leurs proches, de consulter un avocat et de bénéficier des soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin ;

– engagez les autorités à s'acquitter des obligations qui sont les leurs en vertu de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), en inculquant ces hommes d'une infraction dûment reconnue par la loi et en les jugeant rapidement dans le cadre d'un procès conforme aux normes internationales d'équité, ou en les libérant immédiatement ;

– dites-vous préoccupé par la multiplication des atteintes aux droits fondamentaux des civils de la région du Darfour, et demandez aux autorités de tenter de trouver une issue à la situation en recourant à d'autres moyens que la détention au secret sans inculpation.

APPELS À :

Premier vice-président :

Mr Ali Osman Mohamed Taha

First Vice-président

People's Palace

PO Box 281

Khartoum, Soudan

Télégrammes : First Vice-President, Khartoum, Soudan

Fax : +249 11 771651 / 779977

Formule d'appel : *Your Excellency*, / Votre Excellence,

Ministre de la Justice et procureur général :

Mr Ali Mohamed Osman Yassin

Minister of Justice and Attorney General

Ministry of Justice

Khartoum, Soudan

Télégrammes : Justice Minister, Khartoum, Soudan

Fax : +249 11 771479 (merci de vous montrer persévérant)

Formule d'appel : *Dear Minister*, / Monsieur le Ministre,

Gouverneur du Darfour septentrional :

M. Osman Mohamed Yusif Kubor

Governor of North Darfur

People's Palace

PO Box 281, Khartoum, Soudan

Télégrammes : Governor of North Darfur, Khartoum, Soudan

Fax : +249 731 42696 (merci de vous montrer persévérant)

Formule d'appel : *Dear Governor*, / Monsieur le Gouverneur,

COPIES À :

Conseil consultatif pour les droits de l'homme :

Dr Yasir Sid Ahmed

Advisory Council for Human Rights

PO Box 302

Khartoum, Soudan

Fax : +249 11 779173 / 770883

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Soudan dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 26 SEPTEMBRE 2003, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*